



CHAPITRE 98

LOI CONCERNANT LES DIFFÉRENDS ENTRE EMPLOYEURS ET EMPLOYÉS DES SERVICES PUBLICS MUNICI- PAUX

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
des grèves et contre-grèves municipales.* S. R. (1909),
25200a; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

2. Le ministre des travaux publics et du travail est *Exécution de
chargé de l'exécution de la présente loi.* la loi.

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

3. Dans la présente loi, les mots, expressions et *Définitions:*
termes suivants ont le sens et l'application qui leur sont
respectivement attribués, savoir:

1° Le mot "employeur" désigne toute personne ou *"Employ-
réunion de personnes, président, administrant ou con-eur";*
trôlant un service public municipal tel que défini dans
le présent article;

2° Le mot "employé" signifie et comprend les agents *"Employé";*
de police, les pompiers, les ouvriers de tout système d'a-
queduc, et les préposés à l'incinération, à l'enlèvement
et au transport des déchets;

3° Les mots "service public municipal" signifient *"Service pu-
et comprennent toutes les corporations municipales blic municipi-
ayant un service ou département d'incendie, de sûreté pal".*
publique, d'aqueduc ou d'incinération sanitaire, dans
lequel sont employées au moins vingt-cinq personnes.
S. R. (1909), 25200b; 11 Geo. V, c. 46, s. 1; 13 Geo. V,
c. 40, s. 2.

SECTION II

DE L'APPLICATION DE LA LOI

4. La présente loi s'applique à tout différend ou *Application
litige, entre l'employeur et l'employé, relatif à l'un des de la loi.*
objets suivants:

1° Le prix qui doit être payé pour un travail exécuté ou en voie d'exécution, que le différend soit relatif aux gages, aux heures de travail de jour ou de nuit, ou à la longueur des périodes de travail de jour ou de nuit;

2° Le renvoi d'un employé ou de plusieurs employés à raison d'affiliation à des associations ouvrières. S. R. (1909), 2520oc; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

SECTION III

DE L'ILLÉGALITE DES GRÈVES ET DES CONTRE-GRÈVES

Illégalité des
grèves, etc.

5. Il est illégal pour un employeur de déclarer ou faire déclarer une contre-grève (*lock-out*), ou pour un employé de se mettre en grève, au sujet d'un différend compris dans l'article précédent, avant que tel différend ait été soumis à un conseil d'arbitrage. S.R. (1909), 2520od; 11 Geo. V, c. 46, s.1.

Application
de la Loi des
différends
ouvriers.

6. En autant qu'elles sont applicables, toutes les dispositions de la Loi des différends ouvriers de Québec (chap. 97) s'appliquent à la présente loi, sauf cependant en ce qui regarde les prescriptions relatives aux matières suivantes:

Exceptions.

1° La nomination des arbitres;
2° Les délais fixés pour la nomination des arbitres et la publication de la décision desdits arbitres;
3° La rédaction des cédules et avis nécessaires à la mise en force de la loi et à leur prompt expédition aux parties intéressées. S. R. (1909), 2520oe; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

SECTION IV

DE L'ARBITRAGE

Demande
d'arbitrage.

7. 1. Toute demande pour la création d'un conseil d'arbitrage doit être faite par écrit et adressée au ministre des travaux publics et du travail.

Contenu de la
demande.

2. La demande et la déclaration qui l'accompagnent doivent:

a) Si elles sont faites par un employeur, être signées par le maire ou l'un des principaux officiers exécutifs de la municipalité dûment autorisé;

b) Si elles sont faites par des employés qui sont membres d'une union ouvrière, être signées par deux officiers de l'union, régulièrement autorisés par un vote représentant la majorité des membres de l'union, ou par un vote au scrutin des membres de l'union présents à une assemblée convoquée par un avis d'au moins trois jours dans

le but d'en délibérer; ou, dans le cas où le différend met directement en jeu les intérêts des employés dans plus d'une province et que ces employés font partie d'une union ouvrière ayant un comité général autorisé à conduire les négociations dans les différends entre patrons et employés et ainsi reconnu par l'employeur, la déclaration peut être signée par le président et par le secrétaire dudit comité;

c) Si elles sont faites par des employés dont la totalité ou un certain nombre ne sont pas membres d'une union ouvrière, être signées par deux d'entre eux dûment autorisés par un vote au scrutin de la majorité des employés présents à une assemblée convoquée par un avis d'au moins trois jours dans le but d'en délibérer:

d) Si elles sont faites par des employés qui sont membres de différentes unions ouvrières affiliées à une fédération ou autre organisation centrale, être signées par deux officiers de cette fédération ou organisation centrale, pourvu que ces officiers soient domiciliés dans cette province, sur autorisation de la majorité des membres desdites unions, obtenue de la manière prescrite au sous-paragraphe b du paragraphe 2 du présent article.

3. La décision du ministre, quant à l'autorisation ou au refus de constituer un conseil d'arbitrage, est définitive et sans appel, aucun tribunal ne pouvant mettre en question cette autorisation ou ce refus de constituer un conseil, ni entraver le fonctionnement ou la mise en opération de pareil conseil ainsi constitué.

Refus ou autorisation du ministre pour un conseil d'arbitrage est définitive.

4. Dans les cinq jours de la réception d'une requête en due forme pour la constitution d'un conseil d'arbitrage, le ministre doit voir à la constitution du bureau des arbitres. S. R. (1909), 2520of; 11 Geo. V, c. 46, s. 1; 13 Geo. V, c. 40, s. 3.

Délai de constitution du bureau.

5. Le conseil d'arbitrage se compose de trois membres, désintéressés dans la cause, chacune des parties devant nommer un représentant, et, à défaut d'entente dans les deux jours de leur nomination entre ces deux représentants pour le choix du troisième membre, le ministre des travaux publics et du travail choisit lui-même le tiers arbitre. S. R. (1909), 2520og; 11 Geo. V, c. 46, s. 1; 13 Geo. V, c. 40, s. 4.

Composition du bureau.

9. Si l'une ou l'autre des parties néglige de désigner son représentant dans un délai de cinq jours, après en avoir été requise par le ministre, ce dernier nomme sans délai l'arbitre qui aurait dû être choisi par la partie en défaut, et ce membre du conseil est censé

Nomination d'arbitre par le ministre.

avoir été nommé à la demande de la partie en défaut. S. R. (1909), 2520*oh*; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

Décision du conseil communiqué au ministre.

10. Le conseil d'arbitrage doit présenter sa décision au ministre des travaux publics et du travail au plus tard après cinq jours de délibérations, et copie de la décision doit être remise au greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, pour faire partie des archives du département des travaux publics et du travail. S. R. (1909), 2520*oi*, 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

SECTION V

DES PEINES ET DES HONORAIRES

Peines pour infractions d'un employeur.

11. Un employeur qui déclare ou qui est la cause d'une contre-grève contrairement aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et de pas plus de mille dollars pour chaque jour ou partie de jour que dure cette contre-grève. S. R. (1909), 2520*oj*; 11 Geo. V, c. 46, s. 1; 13 Geo. V, c. 40, s. 5.

Peines pour infractions d'un employé.

12. Tout employé qui se met en grève contrairement aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars pour chaque jour ou partie de jour que cet employé est en grève. S. R. (1909), 2520*ok*; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

Peines contre les fauteurs de grève ou de contre-grève.

13. Toute personne qui incite, encourage ou aide de quelque façon un employeur à déclarer ou continuer une contre-grève, ou un employé à se mettre en grève ou à rester en grève contrairement aux dispositions de la présente loi, est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus mille dollars. S. R. (1909), 2520*ol*; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

Poursuites.

14. Les dispositions de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) s'appliquent aux poursuites portées et instruites en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 2520*om*; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

Rémunération des arbitres.

15. Nonobstant les dispositions de l'article 30 de la Loi des différends ouvriers de Québec (chap. 97), la rémunération des membres du conseil d'arbitrage sera comme suit:

Pour une journée complète en séance, \$10.00;

Pour une demi-journée en séance, ... 5.00.

S. R. (1909), 2520^{on}; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

16. Les arbitres, à leur discrétion, déterminent, en ^{Frais de}rendant leur décision, quelle est la partie qui doit sup-^{l'arbitrage.}porter les frais de l'arbitrage. S. R. (1909), 2520^{oo}; 11 Geo. V, c. 46, s. 1.

